

## Appel du Comité de soutien aux syndicalistes de Latelec – Fouchana

SEA Latelec, filiale du groupe français Latécoère, sous-traitant d'Airbus a délocalisé de France une partie de la production de câblage à Fouchana dans la banlieue de Tunis en 2005 pour bénéficier d'une main d'œuvre qualifiée et bon marché. Mais depuis 2010, les ouvrières s'organisent pour faire respecter leurs droits. Elles exigent la fin des heures supplémentaires, le respect de leur dignité et du code de travail. Elles sont, dès lors, victimes d'une répression antisyndicale systématique : mise à pied, tentative de corruption, insultes, sanctions abusives, isolement, remarques sexistes et menaces de mort.

Devant leur refus de baisser la tête, les managers français imposent un lock-out (fermeture patronale) d'un mois à partir du 19 septembre 2012 et le transfert temporaire de la production en France. 200 postes d'intérimaires sont supprimés entre octobre et avril et 200 suppressions annoncées d'ici fin 2013.

Ce n'est pas une relocalisation, mais une manipulation. Tandis que Latécoère bénéficie des commandes record d'Airbus pour accroître ses profits, des travailleurs et travailleuses du Nord sont utilisés, malgré eux, pour briser un mouvement social au Sud.

Une manifestation est organisée le 30 mars 2013 (durant le FSM) devant l'ambassade de France, avec le soutien de militant-es et syndicats locaux et internationaux, pour réclamer le respect de leurs droits.

Dès le 2 avril, une fois les militant-es étrangers repartis, la direction de Latécoère se lance, avec ses alliés médiatiques, dans un plan de communication et de désinformation destiné à imputer à ces ouvrières courageuses, la situation envenimée. 15 d'entre elles sont menacées d'une suspension pour avoir participé à cette manifestation.

Jeudi 11 avril, cinq ouvrières sont, au mépris de la loi et de la morale publique, licenciées pour avoir « refusé » de travailler. Il est à noter que les outils de productions ont été transférés en France. Poussées au désespoir, trois d'entre-elles entament une grève de la faim suspendue, pour l'instant, suite aux promesses de nouvelles négociations.

Lundi 15 avril, le licenciement, lui aussi illégal, de cinq autres ouvrières, dont les trois représentantes du syndicat est annoncé par la direction de Latelec Tunisie.

« Nous voulons garder notre travail sans perdre notre dignité » déclare Sonia Jebali secrétaire générale du syndicat UGTT à SEA Latelec Fouchana.

*Nous ne pouvons garder la nôtre que si elles gardent la leur*, lui répondent par cet appel public, des syndicats, des associations, des citoyens de toute la planète.

Nous exigeons la reprise immédiate de la production sur le site Latelec de Fouchana.

Nous exigeons la réintégration sans perte de salaire de toutes les ouvrières et ouvriers employé-e-s sur le site en septembre 2012.

Nous exigeons la fin de toutes les répressions antisyndicales.

La solidarité ne s'essoufflera pas. Le fatalisme ne gagnera pas.

Uni-e-s, nous vaincrons !

<https://www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana>